

EMEUTES A SORECAL

Les personnes interpellées remises en liberté

Les habitants de Haï Tribou-Hamoud à Bab-Ezzouar (Alger), essentiellement des jeunes, ont manifesté dans la soirée de dimanche leur colère en procédant à la fermeture de la route qui mène vers la commune de Bordj-El-Kiffan, ce qui a entraîné des échauffourées avec les unités anti-émeutes. Une dizaine de personnes ont été arrêtées avant d'être relâchées dans la soirée.

Amir G. - Alger (Le Soir) - Au lendemain des événements, le quartier Tribou Mahmoud donnait l'impression d'avoir retrouvé la sérénité. Mais à croire les habitants des lieux, le calme qui règne est plutôt précaire. Un groupe de citoyens rencontré sur place affirme que la tension reste toujours vive. Par ailleurs, une délégation de quatre personnes est allée à la daïra afin de rencontrer la wali délégué qui l'a conviée à une réunion de travail afin d'étudier les raisons qui ont poussé à cette protestation.

A noter que Haï Tribou Mahmoud est le plus ancien quartier de Bab-Ezzouar. Selon ses habitants, le haouch en question date de 1850. Ce dernier a également été le berceau de beaucoup de chahids de la guerre de Libération nationale.

Seulement ce faubourg mitoyen avec la cité Sorecal a toujours été en reste des différentes opérations d'attribution de logements sociaux.

Déjà en 1989 les autochtones de Haï Tribou n'ont pas figuré dans l'opération

initiée par l'APC de l'époque. Seuls quelques rares personnes qui louaient chez des propriétaires ont été relâchées.

Même scénario en 1995 lorsque les autorités locales ont procédé à l'octroi de parcelles de terrain. Cette situation, qualifiée d'abandon, a fait que beaucoup de familles vivent dans des situations de promiscuité intolérables.

Actuellement, il est question de distribution de logements sociaux et les habitants de Haï Tribou Mahmoud craignent d'être encore une fois lésés.

Selon ces derniers, le président de l'APC est étranger à la région. Ce dernier ne peut être au courant des vrais problèmes de la population. Les concernés ajoutent que le travail des services de l'APC ne peut être crédible tant que les

associations de quartier ne sont pas consultées. Ces comités sont les seuls à même de distinguer les vrais besoins des faux.

Un autre problème qui a poussé les habitants à l'émeute, c'est l'implantation d'une mini-centrale électrique. Celle-ci, installée à côté de la zone d'habitation, produit une pollution sonore insupportable. Par ailleurs, l'on apprend que les personnes interpellées ont été relâchées au cours de la même soirée.

Il est à rappeler que ces événements sont intervenus à quelques jours seulement de ceux du quartier dit les Bananiers. Quoi qu'il en soit il semble que les choses sont rentrées dans l'ordre à Sorecal, en attendant que les autorités concernées réagissent aux doléances de la population.

A. G.

BEJAIA

L'université fermée pour 3 jours

Pas moins de 15 000 étudiants de l'université Abderrahmane-Mira de Béjaïa ont accompagné Razika Hassani hier à sa dernière demeure dans son village natal d'Aït-Aïssa, relevant de la commune d'Aokas. La jeune ex-étudiante, pour rappel, qui paraît son dossier de bourse à l'étranger a été fauchée par un automobiliste dimanche dernier à sa sortie du campus d'Aboudaou, vers les coups de 11h30.

La consternation et la tristesse se lisaient sur tous les visages des amis, des ex-camarades et des membres de la famille de la jeune défunte qui a été mise en terre hier à midi dans son village. "Jusqu'à quand coulera le sang de ces étudiants ?" s'est interrogé le cousin de la défunte au domicile mortuaire, avant d'interpeller les autorités locales : "Je ne sais pas s'ils ont la

conscience tranquille, ces gens-là de surcroît autorités de l'Etat qui ne peuvent même pas sécuriser une annexe universitaire pourtant bâtie à coups de milliards ?".

Il règne une atmosphère très lourde à l'université, trois jours de deuil ont été décrétés par les étudiants en attendant les décisions finales qui seront prises lors de l'AG qui se tiendra aujourd'hui dans la même enceinte.

Les cours, les TD ainsi que les examens ont été gelés. Même son de cloche chez les enseignants qui ont rendu publique une déclaration dans laquelle ils dénoncent les responsabilités du drame qui, selon eux, incombent au recteur de l'université.

Les enseignants ont décidé, lors de leur assemblée générale, de geler toutes activités pédago-

giques et scientifiques à Aboudaou jusqu'à "la réunion de toutes les conditions de travail" et appelé ensuite leurs collègues

enseignants à se retirer de tous les postes de responsabilité afin "de ne pas cautionner cet état de fait".

Kamel Gaci

A PROPOS DE L'ACCIDENT

LE RECTEUR DE L'UNIVERSITE PRÉCISE :

"Les deux victimes ne sont pas étudiantes chez nous"

Indescriptible, la panique qui a investi hier les milieux administratifs et universitaires de Béjaïa suite au drame survenu à la sortie du campus coûtant la vie à une jeune étudiante et blessant grièvement une autre. La peur et le suspens de nouveaux recours à la force ont nettement dominé l'administration de l'université. Quelques heures suivant l'accident, le premier responsable de l'université Abderrahmane-Mira, nous a révélé que les deux victimes du drame qui a eu lieu devant son institution ne sont pas inscrites dans son université. "Elles ont fini leurs études, elles sont venues prendre des recommandations chez notre doyen de la faculté des langues et ensuite rectifier certaines formalités administratives pour le départ à l'étranger."

Kamel Gaci

EMPLOI DANS LE SECTEUR DE L'ENERGIE

Les femmes représentent 11% des effectifs

L'élément féminin représente 11% de l'effectif global de l'entreprise Sonatrach et seulement 10% des cadres supérieurs de l'entreprise sont des femmes dont deux au sein de son comité exécutif. En outre, le secteur de la transformation des hydrocarbures compte 1% seulement de femmes et celui du transport des hydrocarbures uniquement 0,25%.

Des chiffres significatifs présentés hier au siège de Sonatrach par son P-DG, M. Mohamed Meziane, lors de la cérémonie de signature de la directive relative à la promotion de l'emploi féminin dans le sec-

teur de l'Energie et des Mines. Certes, le P-DG de Sonatrach a estimé que des progrès tangibles ont été effectués et que le taux d'accroissement de l'emploi féminin est de plus en plus élevé que celui masculin, avec un nombre avoisinant 100 000 femmes travaillant au niveau des filiales du groupe et 4 500 au sein de l'entreprise mère.

Cependant, il reste, selon M. Meziane, beaucoup à faire et mieux en termes d'amélioration de la participation de la femme. De son côté, le P-DG de Sonelgaz, M. Noureddine Bouterfa, qui a relevé le caractère insuffisant des résultats en

matière de suivi de l'emploi féminin au sein de son groupe, a mis l'accent sur la nécessité de se doter de programmes plus volontaristes pour sa promotion.

En fait, le ministre de l'Energie et des Mines, Dr Chakib Khelil, qui a signé solennellement cette directive, a estimé que "si l'égalité professionnelle est reconnue en droit (déclaration universelle des droits de l'homme, Constitution algérienne...), elle tarde à se concrétiser pleinement dans les faits en dépit des efforts accomplis".

En dépit de tous les textes liés à la question, les femmes continuent, selon le Dr Chakib Khelil,

de faire l'objet d'importantes discriminations". Ce faisant, le ministre de l'Energie a affirmé, à travers cette directive, "la volonté inébranlable de maintenir le cap" sur une question aussi cruciale que la promotion de l'emploi féminin, et rappelé "la nécessité, pour les décideurs, au niveau de notre secteur, de concrétiser leur volonté et leurs engagements à mettre en pratique les principes d'égalité des chances et d'équité entre les hommes et les femmes.

Une promotion de l'emploi féminin qui constituera une variable d'évaluation des performances du groupe Sonatrach, sur la base d'une vision éthique

et non discriminatoire, de l'équité, l'ouverture, la transparence, l'égalité des droits et la bonne gouvernance.

En d'autres termes, cette directive indique qu' "à compétences équivalentes, les mêmes possibilités d'évolution de carrière doivent être offertes aux hommes et aux femmes". En outre, le ministre de l'Energie a invité son groupe à "engager la réflexion sur la question du travail de nuit en quant, qui exclut actuellement les femmes techniciennes et ingénieurs, ralentissant par là même leur évolution de carrière".

Chérif Bennaceur

JEAN-JACQUES DE FELICE, ANCIEN AVOCAT DU FLN

"La dignité d'un homme suffit à le défendre"

Le colloque international sur "la problématique de la libération et les défis internationaux" s'est poursuivi, hier, à l'hôtel El-Aurassi. Les intervenants, nationaux et internationaux, se sont succédé pour animer conférences et débats. L'intervention qui a marqué la seconde journée de ce colloque est, sans nul doute, celle de Me Jean-Jacques de Felice, membre du collectif d'avocats ayant défendu les militants du FLN durant la révolution.

Dans son intervention "les droits de l'homme à la lumière des lois internationales et les valeurs universelles", le conférencier a tenu à indiquer que les textes "à prétention humanitaire" édictés par les puissances entrent, en fait, dans un vaste processus d'asservissement des pays du tiers-monde.

"Ces lois comportent des mots de grandes valeurs mais qui prennent des consonances hypocrites pour pouvoir servir les desseins de ces puissances qui sont sous la haute autorité des Etats-Unis", dira Jean-Jacques de Felice.

Selon lui, ces textes n'ont pour seul objectif que d'éviter la rébellion des peuples opprimés, "ces peuples n'ont d'autres recours que la violence. Mais est-elle toujours légitime ?" s'interrogera-t-il. Celui qui a eu à défendre de nombreux mouvements de libération "guadeloupéen, martiniquais, kurde, sud-africain et bien sûr algérien", précisera cependant que les luttes contre les décolonisations de la deuxième moitié du XXe siècle n'ont plus aucune similitude avec ceux d'aujourd'hui.

"Peut-on comparer le colonialisme français du siècle dernier avec l'impérialisme français du siècle dernier avec l'impérialisme d'aujourd'hui ? Les empires coloniaux que nous connaissons par le passé sont en voie d'extension, ils laissent la place à de nouveaux concepts basés sur la puissance de l'argent".

Le défenseur du FLN ne pourra s'empêcher un flash-back sur son expérience d'avocat au service des militants du FLN pour tenter de démontrer qu'il n'existe pas de différence entre le droit "des ensembles" et le droit individuel.

"Durant la révolution, j'ai eu à défendre des militants du FLN qui ont par la suite été nommés à des postes de responsabilités. L'indépendance acquise, une certaine opposition est apparue en Algérie. Cette opposition a donné lieu à une répression du pouvoir. J'ai pu contacter ces responsables, qui étaient mes clients durant la guerre, afin qu'ils me permettent de défendre ces prisonniers d'opinion. Etrangement, le détenu d'hier s'était transformé en homme de pouvoir", affirmera-t-il.

Jean-Jacques de Felice avoue avoir bénéficié de ces facilités. Sauf pour un seul cas. "J'ai demandé à maintes reprises de rencontrer Ahmed Ben Bella, mais on me l'a toujours refusé".

Cet homme de droit est cependant convaincu d'une chose : "L'article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme suffit à toutes les défenses. "Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits." Vous pouvez traduire le mot dignité dans toutes les langues et tous les dialectes, il ne sera jamais ridicule."

T. H.